

L'ADMINISTRATION BUSH II

Gordon England, un marchand de canons au Pentagone



Le nouveau numéro 2 du Pentagone, Gordon R. England, n'est pas un idéologue comme son prédécesseur Paul Wolfowitz, mais un homme d'affaires. Il a restructuré et redressé General Dynamics, victime du désarmement du début des années 90, et en a fait le 4e fournisseur des armées états-uniennes. Il devrait pousser les intérêts de la firme, à l'occasion de la prochaine guerre, au détriment de Raytheon et de Northrop Grumman. Plus que jamais, le complexe militaro-industriel impose sa politique à Washington.

page 2

Qui comprend le plan Sharon ?

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Khairi al-Oridi, représentant en Russie de l'Autorité palestinienne, reste perplexe face au plan de retrait de Gaza. Personne ne sait très bien ce dont il s'agit, et le gouvernement israélien ne répond à aucune question précise. Il appelle les Russes à soutenir les Palestiniens. Isi Leibler du Congrès juif mondial s'inquiète de l'exercice personnel du pouvoir par Ariel Sharon et supplie le Premier ministre de demander le soutien des États-Unis.

page 5

REPÈRE : 8 AVRIL 1802

La France adopte le Concordat

Le 18 germinal an X (8 avril 1802), le Corps législatif de la République française adopte et promulgue le Concordat qui met fin à 12 ans de guerres civiles et religieuses. En 1790, la Constitution civile du Clergé avait institué une Église nationale avec des évêques et des prêtres élus par les fidèles, rémunérés par l'État et tenus de prêter un serment de fidélité « à la nation, à la loi, au roi ». Condamné par Rome, la France était divisée entre clergé assermenté ou constitutionnel et clergé insermenté ou réfractaire. En mars 1800, pour consolider son régime Bonaparte entame des négociations avec le nouveau pape. Celui-ci renonce aux biens confisqués sous la Révolution. De son côté, « *le Gouvernement de la République française reconnaît que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la plus grande majorité des Français* », mais conserve la mainmise sur l'organisation de l'Église catholique. Le clergé doit lui prêter serment de fidélité. Les ministres du culte catholique ainsi que luthérien, calviniste et israélite (en 1808) deviennent fonctionnaires, et peuvent être traduits devant le Conseil d'État en cas de désobéissance. ■



INTERROGATIONS SUR L'IMPARTIALITÉ DE L'ENQUÊTE ONU SIENNE SUR LA MORT DE RAFIC HARIRI

Le rapport de la mission des Nations Unies sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais, Rafic Hariri, n'a satisfait personne. Il ne comporte en effet aucune investigation criminelle, mais une analyse politique du rôle de la Syrie dans le climat précédant l'attentat. La mission était dirigée par le chef de la police irlandaise, Peter Fitzgerald, qui avait déjà servi l'ONU en Namibie (1989-90), au Salvador (1991), au Cambodge (1992-93) et en Bosnie (1996-97). Il avait aussi rédigé, en octobre 2003, la partie technique du rapport de Martti Ahtisaari sur la sécurité des personnels de l'ONU en Irak, après l'assassinat de Sergio Vieira de Mello. Ses conclusions avaient conduit au retrait complet des fonctionnaires de l'ONU, laissant ainsi le champ libre à la Coalition.

Au Liban, M. Fitzgerald était accompagné par son fidèle assitant dans les missions internationales, l'intendant Pat Leahy. Ce dernier avait été mis en cause par l'Autorité palestinienne, en 2002, pour avoir sous-estimé les crimes de Tsahal dans un rapport remis à l'ONU sur la destruction de Jenine. ■

L'administration Bush II

Gordon England, un marchand de canons au Pentagone

Le nouveau numéro 2 du Pentagone, Gordon R. England, n'est pas un idéologue comme son prédécesseur Paul Wolfowitz, mais un homme d'affaires. Il a restructuré et redressé General Dynamics, victime du désarmement du début des années 90, et en a fait le 4e fournisseur des armées états-uniennes. Il devrait pousser les intérêts de la firme, à l'occasion de la prochaine guerre, au détriment de Raytheon et de Northrop Grumman. Plus que jamais, le complexe militaro-industriel impose sa politique à Washington.



Le président George W. Bush a nommé l'homme d'affaires Gordon R. England sous-secrétaire à la Défense en remplacement de Paul Wolfowitz, parti diriger la Banque mondiale [1].

Né à Baltimore, M. England a suivi des études d'ingénieur en électricité à l'université du Maryland et d'administration des affaires à l'université chrétienne du Texas. Il a mené une brillante carrière au sein du complexe

militaro-industriel qui l'a conduit à la vice présidence de General Dynamics Corporation de 1997 à 2001. Le géant de l'armement, qui était le leader mondial en la matière lorsque survint l'effondrement de l'URSS, avait été particulièrement touché par le désarmement mondial ; Gordon England se montra particulièrement efficace pour restructurer la firme et le repositionner sur le marché. Elle est aujourd'hui le 4e fournisseur du Pentagone (après Lockheed Martin, Boeing, et Northrop Grumman).

Gordon England entra dès 2001 dans l'administration Bush. D'abord comme secrétaire à la Navy, puis comme secrétaire adjoint à la Sécurité de la patrie, et à nouveau comme secrétaire à la Navy après le suicide de Colin R. McMillan. Disposant de la confiance de Donald Rumsfeld [2], il s'est illustré en réorganisant le système de gestion du personnel des armées. Il a aussi été chargé d'une mission d'audit de la prison de Guantanamo qui a abouti à la libération de 7 % des détenus contre lesquels ne pesaient aucune charge.

Membre de diverses confréries universitaires, Gordon England s'est aussi engagé dans diverses associations charitables allant des Boy Scouts of America à United Service Organizations (fondation de soutien aux troupes). Surtout, il participe aux activités du Jewish Institute for International Affairs (JINSA), une association qui promeut les intérêts militaires communs d'Israël et des Etats-Unis. Celle-ci lui a décerné, en octobre 2001, le Prix Henry M. Jackson.

Sur le plan des rapports de forces politiques à Washington, la nomination de M. England conforte la position de Donald Rumsfeld que certains présentaient il y a peu comme proche de la retraite. Le secrétaire à la Défense s'ajoint un manager discret et efficace qui sera moins encombrant que l'idéologue Wolfowitz.

Sur le plan des relations internationales, cette nomination confirme le poids du lobby pro-Israélien au Pentagone, alors même que les États-Unis qui ont déployé plus de 100 000 hommes au Proche-Orient n'ont plus autant besoin que par le passé de Tsahal pour contrôler la région.

C'est avant tout à un rééquilibrage du complexe militaro-industriel auquel on assiste.

General Dynamics pouvait déjà compter au Pentagone sur le sous-secrétaire à l'armement, Michael Wynne, également ancien vice-président de la firme ; et sur William J. Haynes II, conseiller juridique du secrétariat à la Défense après l'avoir été de M. England à la direction de la firme. Des nominations qui avaient été facilitées par la reconnaissance de Donald Rumsfeld : celui-ci, alors qu'il était administrateur de Gulfstream, avait revendu ses parts à General Dynamics, en 1999, réalisant 3 millions de dollars de plus-value difficilement justifiable. Gordon England devrait être aussi efficace au secrétariat à la Défense qu'il le fut à celui à la Sécurité de la patrie. Lors de son bref passage dans ce ministère, il avait en avait profité pour équiper les gardes-côtes de



Extrait du catalogue
de General Dynamics
Avion de combat F22
Lance-grenades Striker40
Lance-missiles Avenger

systèmes informatiques General Dynamics.

La firme est avant tout le fabricant des chars Abrams, emblématiques de la guerre du Golfe. Dans ses versions récentes, il s'agit d'un blindé comparable au Leclerc français, mais particulièrement gourmand en carburant. Il équipe non seulement l'armée US, mais aussi l'Égypte, le Koweït, la Grèce, le Maroc, Oman, la Thaïlande et Taiwan.

General Dynamics fabrique également des sous-marins nucléaires porteurs d'engins Seawolf équipés de missiles Trident (matériels interdits à l'exportation).



A contrario, le départ de Paul Wolfowitz et celui de Richard Armitage [3] sont des coups rudes pour Raytheon Company qui perd ses lobbyistes attirés et devra placer de nouveaux pions dans l'administration. De même les départs successifs de Dov Zakheim [4] et de Douglas Feith marquent un recul d'influence de Northrop Grumman Corporation. Lockheed Martin, avec Lynne Cheney et Peter B. Teets, et Boeing avec Richard Perle et James Woolsey, maintiennent leurs positions.

Au fur et à mesure que le plan d'attaque de l'Iran par les États-Unis se précisera, les actions General Dynamics devraient poursuivre leur progression à la hausse à Wall Street. Il reste à la Maison-Blanche à trouver de bons sentiments pour justifier de sa prochaine guerre.

[1] « Paul Wolfowitz, l'âme du Pentagone » par Paul Labarique, *Voltaire*, 4 octobre 2004.

[2] Voir notre dossier : « Donald Rumsfeld, de la Guerre froide à la Guerre au terrorisme ».

[3] « Richard Armitage, le baroudeur qui rêvait d'être diplomate », *Voltaire*, 8 octobre 2004.

[4] « Dov Zakheim, la caution du Pentagone » par Paul Labarique, *Voltaire*, 9 septembre 2004.

Qui comprend le plan Sharon ?

Analyse

Dans *Die Zeit*, le ministre vert allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, se livre à un exercice de style dont il a le secret : se présenter comme un pacifiste pour mieux soutenir la guerre états-unienne. En l'occurrence son raisonnement peut se résumer ainsi : nous voulons le Bien des Irakiens, c'est pourquoi nous nous sommes opposés à l'attaque illégale de l'Irak par les États-Unis, mais elle a eu lieu, il faut désormais cesser les querelles et s'unir avec les États-Unis pour agir ensemble dans l'intérêt des Irakiens. En d'autres termes, il est temps de participer à une occupation que nous avons qualifié d'illégale, n'hésitons pas à nous servir d'autant que ce sont les États-Unis qui se sont salis les mains à notre place.

Côté CDU, le discours n'est pas moins américaniste : le député européen Hans Gert Pöttering dénonce dans *Die Welt* les violations des Droits de l'homme, partout où cette dénonciation sert les intérêts de Washington. Plus que jamais, il ne s'agit pas de défendre les droits humains, mais de les instrumentaliser. Oublions les crimes US et dénonçons uniquement les prisons chinoises, même si, proportionnellement à sa population, la Chine a six fois moins de prisonniers que les États-Unis.

En France, on ne débat pas directement de l'alliance atlantique, mais on l'évoque à propos de l'Union européenne. Jean-Pierre Chevènement stigmatise dans *Libération* l'alliance entre le grand capital et les sociaux-démocrates et leur projet commun : la « Constitution » européenne. Très éloigné du traité de Nice, ce projet grave dans le marbre la vassalité à l'OTAN et l'acceptation de la globalisation libérale. Mais l'ancien ministre gaullo-socialiste ne s'en tient pas à ce constat déjà maintes fois exprimé. Il avance l'idée de la fin de l'Union à 25 et du recentrage sur la zone euro alliée à la Russie. Une telle proposition consiste à

abandonner l'actuelle zone de libre-échange au profit d'un partenariat économique et politique apte à résister à l'Empire. Proche de l'ancien ministre, le député européen Sami Naïr se contente dans *Le Monde* de cristalliser les angoisses sociales pour alimenter sa campagne contre le traité constitutionnel. S'il met en avant les mêmes perspectives de partenariat eurasiatique, il jette l'euro avec l'Union à 25.

Khairi al-Oridi, représentant en Russie de l'Autorité palestinienne, expose dans les *Izvestia* sa perplexité face au plan Sharon de retrait de Gaza. Personne ne sait très bien ce dont il s'agit, et le gouvernement israélien ne répond à aucune question précise. Si les Palestiniens n'attendent plus rien des Israéliens, ils espèrent par contre beaucoup des Russes, qui comprennent leur problèmes et font leur retour sur la scène diplomatique proche-orientale.

D'une certaine manière, Isi Leibler du Congrès juif mondial se pose les mêmes questions. Il s'inquiète dans le *Jerusalem Post* de l'exercice personnel du pouvoir par Ariel Sharon. Cela l'a déjà conduit à négliger la main tendue de George W. Bush et pourrait éloigner Israël du soutien, pourtant indispensable, des États-Unis. Au contraire, Daniel Pipes trouve que Sharon exerce de manière faible son pouvoir personnel. Il dénonce dans le même quotidien la politique d'Ariel Sharon. Non que le général d'extrême droite lui semble trop à droite, mais pas assez. Considérant que les colons de Gaza sont dans leur droit d'occuper la terre des Palestiniens, il critique leur expulsion.

Le leader cubain Ricardo Alarcon de Quesada compare dans *Strana.Ru* Bush à Hitler. Ce parallèle, qui paraît outrancier aux Ouest-Européens, est un poncif en Amérique latine. C'est que la figure du dictateur nazi évoque des images différentes selon les pays. Le président de l'assemblée nationale cubaine analyse la politique hitlérienne, tandis que les Européens de l'Ouest ne voient plus qu'une psychologie troublée incarnant la destruction. Ce parallèle n'est pas gratuit. Il permet à l'auteur d'affirmer que le problème Bush, comme le problème Hitler, ne peut trouver de solution que dans l'affrontement avec le peuple russe.

L'universitaire Jeffrey Sachs promeut son dernier livre dans le *Taipei Times*. C'est l'occasion de rappeler que des sommes dérisoires, au regard des budgets des États développés, suffiraient pour vaincre la pauvreté. Cependant, il s'agit-là d'une vision purement comptable du problème qui ignore les causes structurelles de la pauvreté. Elle préconise une impossible réponse technocratique à des problèmes politiques.

De son côté, l'ancien ministre travailliste britannique, Robin Cook, souligne dans *The Guardian* que le plan Annan de réforme de l'ONU vise à développer la collégialité, tandis que les projets de la Maison-Blanche visent à institutionnaliser la suprématie US. Il note que personne n'ose s'opposer aux projets états-uniens, au point que l'on a évité de commenter les conséquences pour l'ONU de la nomination de Paul Wolfowitz à la tête de la Banque mondiale, qui est une agence de l'ONU.

Réseau Voltaire

Joschka Fischer



Joschka Fischer est ministre vert allemand des Affaires étrangères.

« Vous pouvez demander ma démission ! »

Source : Die Zeit

Référence : « Sie können mich ja zum Rücktritt auffordern ! », par Joschka Fischer, *Die Zeit*, 6 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview dont nous n'avons traité que les parties concernant la Chine et le Moyen-Orient.

Gerhard Schröder sait que je suis sceptique au sujet de la levée de l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine, tout comme les membres de mon parti et de mon groupe. Nous étions pleins d'espoirs après les élections à Taiwan, le rétablissement des liaisons aériennes directes était un signal positif, jusqu'à ces lois il y a peu de temps. Les ministres des Affaires étrangères essayent de trouver un consensus qu'ils n'ont pas encore, la situation des Droits de l'homme est à prendre en compte, la stabilité régionale aussi. La mise en place par l'Union européenne d'un code restrictif sur les exportations d'armes joue aussi un rôle, ainsi que les considérations américaines. Nous devons travailler, le chancelier le sait comme moi, à trouver une entente et pour cela il faut essayer d'aller vers son contradictoire. C'est seulement de cette manière que le scepticisme disparaîtra et que la situation évoluera vraiment.

La mort du président palestinien **Yasser Arafat** et l'assassinat du Premier ministre libanais Hariri ont été des facteurs décisifs dans le déclenchement de cette vague de liberté au Proche et au Moyen-Orient. Mon cœur penche toujours du côté de la liberté. Je ne souhaitais pas mieux que d'être détrompé après la guerre d'Irak... J'espérais qu'il en serait ainsi, indépendamment de notre réponse à la question « guerre en Irak : oui ou non ? », une fois la décision prise, le succès est la seule option. L'Irak doit parvenir à la démocratie, c'est pour cela qu'il est important que l'Europe et les États-Unis unissent leurs forces. Je n'étais pas et je ne suis pas convaincu par les motivations de cette guerre, je pensais qu'il y avait d'autres priorités. Il y a deux ans, à la conférence sur la sécurité à Munich, les gens ont ri quand j'ai déclaré que nous avons un intérêt commun avec les Américains dans la modernisation et la démocratisation de cette région. Les Européens participent à cet effort en Iran et dans la stabilisation de l'Irak.

Hans-Gert Pöttering

Membre de la CDU, Hans-Gert Pöttering est président du groupe PPE-DE (parti populaire européen et des démocrates européens), la plus grande formation au Parlement européen. Il a été porte-parole pour la politique européenne de la Junge Union de Basse-Saxe (1974-1980) et il est président de la CDU pour l'arrondissement d'Osnabrück.

« La politique du chancelier fédéral envers la Chine est cynique »

Source : Die Welt

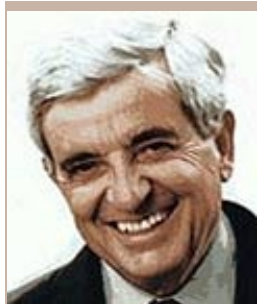
Référence : « Die China-Politik des Bundeskanzlers ist zynisch », par Hans-Gert Pöttering, *Die Welt*, 5 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

La position de **Schröder** sur la question de l'embargo est cynique. S'il ne prenait pas en compte, en tant que chancelier de la République fédérale démocratiquement élu, le vote du Bundestag, ce serait un coup d'État. Il serait irresponsable de lever l'embargo, alors qu'au même moment la Chine vote une loi belliqueuse contre Taiwan et maintient des centaines de milliers de gens dans des camps de travail. Il y a toujours des arrestations de chrétiens ainsi que d'autres personnes critiquant le régime. Si nous passons cela sous silence, nous ne remplissons pas notre devoir d'Européens luttant pour les Droits de l'Homme. Nous n'isolons pas la Chine, la stratégie est double, d'un côté une coopération sur le plan économique, de l'autre une âpre défense des Droits de l'Homme. La Chine est le deuxième partenaire commercial de l'Europe après les États-Unis, nous ne pouvons pas sacrifier les Droits de l'Homme pour des raisons économiques.

Le groupe du Parti populaire européen a beaucoup regretté la décision des États européens de ne plus inviter de dissidents cubains dans leur représentation diplomatique, j'aurais aussi souhaité que Louis Michel, lors de sa récente visite sur l'île, s'exprime publiquement en faveur des prisonniers politiques.

La signature par Ankara du protocole sur la reconnaissance de Chypre est une condition concrètes pour que les négociations avec la Turquie commencent. D'après moi l'Union européenne ne devrait pas traiter avec les pays où la torture est utilisée, comme c'est le cas dans beaucoup de prisons turques jusqu'à aujourd'hui, mais les États et gouvernements en ont décidé autrement. Les négociations ouvertes en décembre 2004 signifient qu'il est possible que l'entrée de la Turquie soit refusée. Dans ce cas, c'est le « partenariat privilégié » qui deviendrait la meilleure solution.

Jean-Pierre Chevènement



Jean-Pierre Chevènement est maire de Belfort et président d'honneur du Mouvement républicain et citoyen. Il a été ministre de la Défense du gouvernement de Michel Rocard (1988-1991) et ministre de l'Intérieur de celui de Lionel Jospin (1997-2000).

« Constitution : à refaire »

Source : Libération

Référence : « Constitution : à refaire », par Jean-Pierre Chevènement, *Libération*, 6 avril 2005.

Jacques Chirac n'est pas crédible quand il prétend que la « Constitution » permettrait de « sauvegarder le modèle social européen » alors même que les critères de gestion qu'elle fixe sont tous récessifs. Un enfant peut comprendre que la croissance est indispensable pour assurer la survie de nos retraites et de notre système de protection social. Même en choisissant des interlocuteurs très jeunes, le président de la République prend des risques. La directive Bolkestein n'est évidemment retirée que jusqu'au 29 mai. La « Constitution » qui met la liberté d'établissement au rang des libertés fondamentales (article I-4) renforce les bases sur lesquelles elle a été prise. La Constitution en exigeant l'unanimité en matière social oriente l'Union européenne vers la régression sociale. Ca aussi un enfant peut le comprendre.

François Hollande n'est pas plus crédible en prétendant qu'il n'y a pas de rapport entre la politique gouvernementale et les contraintes de la politique européenne qu'il nous propose de constitutionnaliser. Souvenons-nous des positions des « sociaux-libéraux » lors des sommets d'Amsterdam et de Barcelone. Il n'y a pas de « oui de gauche » pas plus qu'il n'y a de « oui gaulliste ». Il y a un oui libéral. Point à la ligne.

Comme leur dossier est mauvais, les partisans du « oui » ont confisqué les moyens d'expression, détourné les fonds publics pour leur campagne et joué l'argument de la peur. Certes, le traité de Nice n'est pas bon, mais il est infiniment moins mauvais que le texte dit de « Constitution » et d'abord parce qu'il ne prétend pas en être une. Le traité de Nice ne marginalise pas autant la France qui pourrait n'avoir, à partir de 2014, plus aucun commissaire, en vertu du principe de rotation égale entre les États posé par la Constitution. Celle-ci met la France au même rang que l'île de Malte ! Le traité de Nice, contrairement à la Constitution, ne rompt pas avec la parité dans les votes au Conseil entre la France et l'Allemagne, n'étend pas les délégations de compétences non ciblées et non contrôlées démocratiquement dans des domaines ultrasensibles tel l'asile ou l'immigration. Il maintient l'« exception culturelle » que la Constitution supprime et ne reprend pas les objectifs de l'AMI : la suppression progressive des restrictions aux investissements étrangers. Le traité de Nice n'inscrit pas dans les textes la comptabilité obligatoire de la défense européenne commune avec l'OTAN. Il ne fait pas de la Cour de justice européenne une véritable Cour suprême fédérale.

Valéry Giscard d'Estaing a construit une constitution qui pose des règles au détriment des peuples. Il a construit un texte qui met en avant le libre-échange et l'euro alors que cette monnaie asphyxie notre économie. Pour remettre l'Europe en marche, il faut doter la zone euro d'un véritable « gouvernement économique », modifier les statuts de la Banque centrale, en lui assignant la

croissance et l'emploi comme objectifs, réformer le pacte de stabilité budgétaire en autorisant la déduction des dépenses de recherche, harmoniser enfin la fiscalité et assurer la convergence en matière sociale, toutes choses que la « Constitution » rend impossibles. En outre, les délégations de pouvoir prévus par la Constitution ne sont pas démocratiquement contrôlées. Ce qui est proposé actuellement ne se fait qu'au bénéfice des multinationales.

Il faut sortir du cadre des 25 en se recentrant sur les pays de la zone euro qu'il faut redynamiser et construire des partenariats à géométrie variable. C'est ce que fait M. Chirac quand il invite MM. **Gerhard Schröder**, **José Luis R. Zapatero** et **Vladimir Poutine**. Renvoyons la constitution avec la mention « à refaire ».

Sami Naïr



Conseiller de Jean-Pierre Chevènement, Sami Naïr est ancien député européen du Pôle républicain.

« Dire non, pour rendre un immense service aux Européens »

Source : Le Monde

Référence : « Dire non, pour rendre un immense service aux Européens », par Sami Naïr, *Le Monde*, 6 avril 2005.

Le libéralisme, avec la complicité des « sociaux libéraux », a émasculé la grande idée européenne. Depuis les années 1980, la social-démocratie s'est soumise à cette Europe-marché qui, avec le traité de Maastricht, plaçait en ajustement structurel toutes les économies européennes pour le seul profit de la politique monétariste aberrante de la Banque centrale. Cette alliance des sociaux-démocrates et des libéraux est aujourd'hui patente. Elle aboutit à livrer un texte de soumission aux marchés en lieu et place du projet européen qu'on était en droit d'attendre. À Lisbonne, en 2000, le couple **José-Maria Aznar-Tony Blair** donnait le ton : flexibilisation de l'emploi, précarisation sociale, orientation vers une économie de services dont la conséquence est une désindustrialisation massive de l'Europe, privatisation généralisée dont la troisième partie du traité est l'incarnation juridique, dumping social dont la circulaire Bolkestein est l'emblème. Tout cela a été élaboré conjointement. Est-ce un hasard si ces courants se retrouvent ensemble pour défendre ce traité ?

Pourtant, ils prétendent construire l'Europe ! Les élites européennes semblent ne pas s'inquiéter d'une abstention galopante qui se développe surtout dans les couches populaires qui ne semblent plus rien attendre de l'Europe. Ces élites ne s'avisent pas de voir qu'un lent, mais puissant mouvement de refus national prend corps en Europe, contre l'Europe. Ce refus national enfle : finira-t-il par se transformer en nationalismes antagoniques ? Le refus d'Europe se développe et il pourrait encore s'approfondir quand les coupes de crédits seront adoptées. C'est le projet européen des élites financières qu'on voit se concrétiser : un vaste espace de libre-échange, une zone euro pour ce marché intérieur et un arrimage aux multinationales mondiales. Elles ont réussi au-delà de tout espoir. Pendant que le dollar ne respecte aucune règle, la Banque centrale européenne maintient une politique d'euro fort. Les fédéralistes nous ont également fait accepter l'entrée de nouveaux pays alors que nous n'avions pas les moyens de passer à une Europe à 25. L'entrée de ces pays trop disparates interdit également toute

Khairi al-Oridi

Khairi al-Oridi est le représentant de l'Autorité palestinienne dans la Fédération de Russie.

« Nous ne comprenons pas totalement le plan Sharon »

Source : *Novyie Izvestia*

Référence : « », par Khairi al-Oridi, *Novyie Izvestia*, 7 avril 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Les Palestiniens comptent beaucoup sur la Russie. Moscou est l'un des co-sponsors du processus de paix. Nous avons eu quelques incompréhensions au début des années 90, mais c'est du passé. Les vues de Moscou sont équitables et nous saluons cette visite de **Vladimir Poutine** dans la région qui est synonyme de paix. Nous avons compris que la Russie est pour une paix durable et qu'elle ne se satisfera pas de demi-mesures. Les Palestiniens saluent toute initiative de retrait des Israéliens de nos territoires, cependant il est indispensable de suivre la « feuille de route » et cela signifie que le pouvoir palestinien doit donner son accord à chaque nouvelle étape.

Nous ne comprenons pas totalement le plan de **Ariel Sharon**. Est-il question de tous les territoires du secteur de Gaza ? De quelle manière les habitants de Gaza vont-ils pouvoir accéder aux autres territoires palestiniens sur la rive ouest ? L'aéroport va-t-il être rétabli à Gaza ? Les questions sont nombreuses. Si Gaza n'est pas relié aux autres territoires, il deviendra une énorme prison pour un million de personnes. Il est question de construire 3 300 maisons pour étendre les territoires juifs autonomes en Cisjordanie, non seulement les Palestiniens y sont opposés, mais les États-Uniens non plus n'ont pas soutenu ce projet. Sharon n'en tient pas compte. Il est aussi question de construire à côté de Naplouse une énorme décharge pour stocker toutes les ordures d'Israël, avec les risques d'épidémies et de contamination de l'eau que cela représente. Les Israéliens continuent à se comporter en maîtres sur notre terre, cela ne va pas dans le sens de la paix.

D'après moi le Mur israélien n'a aucun rapport avec la sécurité. C'est une manière de résoudre le problème territorial à leur manière. Cette construction empêche les Palestiniens de vivre normalement. Rappelons-nous le Mur de Berlin qui est tombé, c'est un « pont de la paix » qu'il faut construire. La

sécurité d'Israël et la paix passent par l'acceptation des résolutions de l'ONU et l'évacuation des terres arabes occupées depuis 1967.

J'ai des liens de longue date avec la Russie. J'ai été par le passé le conseiller de **Yasser Arafat** pour les relations avec l'URSS. Il y a à Moscou une grande compréhension de nos problèmes et du fait que nous vivons sous occupation. On formule souvent le souhait, ici, de nous voir construire le plus vite possible, notre propre État et cela compte beaucoup.

Isi Leibler

Ancien président du conseil des gouverneurs du Congrès juif mondial, Isi Leibler est président du Jerusalem Center for Public Affairs et du Diaspora-Israel Relations Committee. Il a reçu le prix Mahatma Gandhi pour sa contribution au renforcement des liens israélo-indien.

« M. Sharon va à Crawford »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Mr. Sharon goes to Crawford », par Isi Leibler, *Jerusalem Post*, 7 avril 2005.

Quand **Ariel Sharon** s'envolera pour le ranch de **George W. Bush** à Crawford, il laissera derrière lui un pays divisé, toujours dans le noir concernant les vraies intentions du Premier ministre après le désengagement de Gaza. Le Premier ministre continue de traiter le gouvernement israélien comme une bande d'écoliers et ne les consulte pas sur ses initiatives. Il évite tout débat public alors même que sa politique peut paver le retour aux « frontières d'Auschwitz » de 1967.

M. Sharon est passé à côté d'une grande opportunité le 14 avril 2004 quand, dans une lettre, M. Bush a affirmé qu'il faudrait tenir compte des grands centres de population israélienne dans l'accord final avec les Palestiniens. Le Premier ministre a alors utilisé cette lettre comme un argument de politique intérieure alors qu'il aurait dû s'appuyer sur ce texte pour demander à l'administration Bush et au Congrès états-unien un engagement formel dans ce sens. Il fallait également demander que les États-Unis rejettent définitivement le « droit au retour » arabe. Sharon a laissé passer sa chance et comme on ne dispose pas d'un véritable accord, on ne sait pas quoi attendre d'une prochaine administration états-unienne.

Sharon doit se dépêcher car le temps joue contre nous. Il faut qu'il aille à Crawford en exigeant que les États-Unis réitèrent le contenu de cette lettre pour qu'Israël ne soit pas sacrifié sur l'autel de la réconciliation avec les Européens. Il faut expliquer aux États-Unis qu'un tel engagement de Washington calmerait les divisions israéliennes issues du retrait de Gaza.

(1992-1993).

Cuba ne peut compter aujourd'hui sur le soutien d'aucun État, nous n'avons aucun allié, même si nous avons quelques partenariats économiques avec la Chine et le Venezuela. Nos relations avec la Russie sont normales car nous sommes d'accords sur de nombreux points. Nous n'oublierons jamais l'expérience soviétique du peuple de l'URSS, qui nous a permis de nous opposer et de résister à la politique états-unienne. J'aimerais que la Russie soit florissante, qu'elle ait le rôle dans le monde que sa puissance économique et militaire, que sa qualité de membre permanent à l'ONU, lui permettraient d'avoir. En tant qu'ami de la Russie, je voudrais dire que ce n'est pas le rôle que les États-Uniens envisagent pour elle, du moins pas avant 2020.

Il y a, en accès libre sur le site Internet de la CIA, une lettre signée de différents économistes et politiciens états-unien et canadiens qui au nom d'une organisation « pour le dialogue interaméricain », recommande « d'employer la force militaire pour précipiter la fin du régime castriste ». Nous ne sommes pas schizophrènes, depuis 1959, les États-Unis assurent comme ils disent la « constitution d'une opposition » autour de Cuba et la finance. Chaque année, nous célébrons l'anniversaire de la victoire sur le fascisme et cette année nous accueillerons une délégation de la Douma russe. La Russie a un très grand rôle à jouer qu'il ne faut pas ignorer pour que chacun sur la planète puisse, dans la mesure du possible, jouir de ses droits.

[1] c'est le nom donné par les Russes à la Seconde Guerre mondiale

Jeffrey D. Sachs



Jeffrey D. Sachs est directeur du Earth Institute de l'Université de Columbia et un conseiller de Kofi Annan dans le cadre du programme des « Buts du millénaire » de l'ONU. Il a été conseiller économique de nombreux pays d'Amérique latine.

« Mettre fin à la pauvreté requiert de donner jusqu'à ce que ça soigne - même si ça blesse »

Source : Taipei Times

Référence : « Ending poverty requires giving till it heals - even if it hurts », par Jeffrey Sachs, *Taipei Times*, 6 avril 2005.

Dans *The End of Poverty*, mon dernier livre, je montre comment on peut mettre fin à la pauvreté extrême d'ici 2025 si les pays riches tiennent leurs promesses vis-à-vis des pays pauvres. Pour qu'il y ait un développement, il faut des fonds finançant des investissements dans ces pays. Le manque d'aide internationale actuel ne le permet pas.

En 1961, les pays riches s'engagèrent à ce que leur aide au développement atteigne 0,7 % de leur PIB devant l'Assemblée générale de l'ONU. À l'époque, le montant s'élevait à 0,5 % de leur PIB... aujourd'hui, nous en sommes 0,25 % bien que cette promesse soit régulièrement réitérée. En 2000, les pays se sont fixés pour objectifs d'en finir avec l'extrême pauvreté d'ici à 2015. À la conférence de Monterrey, les États-Unis et les autres pays riches renouvelèrent la promesse des 0,7 %, mais aujourd'hui Washington affirme n'être lié par aucun document et son aide au développement s'élève à 0,15 % de leur PIB

contre 4 % pour leur budget militaire.

Concrètement, les seuls pays à verser ce montant sont le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède. La Belgique, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Espagne et le Royaume-Uni se sont engagés à atteindre ce taux d'ici 2015. **Kofi Annan** demande que le taux soit de 0,5 % en 2009 et de 0,7 % en 2015. Malheureusement, aux États-Unis, des groupes idéologiques s'y opposent en utilisant le *Wall Street Journal* comme organe. Leur slogan est que l'ONU veut « donner jusqu'à faire mal »... pourtant, ce n'est que 0,7 cents sur 100 dollars d'impôt qui est demandé.

Robin Cook

Robin Cook est ancien ministre travailliste britannique des Affaires étrangères et des Relations avec le Parlement. Il a démissionné du gouvernement de Tony Blair juste avant la guerre en Irak pour marquer son opposition au conflit.

« Pourquoi les néo-conservateurs américains veulent la tête de Kofi Annan »

Source : The Guardian

Référence : « Why American neocons are out for Kofi Annan's blood », par Robin Cook, *The Guardian*, 1er avril 2005.

C'est un gouvernement travailliste qui a accueilli à Londres la conférence qui créa l'ONU. Aujourd'hui, un autre gouvernement travailliste peut saisir l'opportunité de moderniser l'ONU en relevant le défi posé par le plan Annan. L'ONU a été fondée après la Seconde Guerre mondiale et a donné un grand poids aux vainqueurs de cette guerre en leur confiant un siège permanent au Conseil de sécurité. Le Japon et l'Allemagne n'y ont pas de place, pas plus que des géants comme l'Inde ou le Brésil et aucun pays musulman n'est représenté. Si, comme le prévoit le plan de **Kofi Annan**, le nombre de membres du Conseil de sécurité est élargi, qu'en sera-t-il du droit de veto des actuels pays membres ? Notons que notre droit de veto à l'ONU est un vestige. Nous ne l'avons plus utilisé depuis une douzaine d'année quand nous nous étions opposés à une décision concernant le canal de Panama si importante que plus personne ne s'en souvient. Le problème est que Washington tient à son droit de veto comme nous tenons au nôtre dans l'Union européenne. Le mieux que nous puissions obtenir des membres permanents est que les pays disposant d'un veto renoncent à l'utiliser en dehors des votes mettant en jeu leur intérêt national strict. La Grande-Bretagne pourrait lancer le mouvement.

Le plan Annan prévoit également un développement des compétences de l'ONU dans le développement économique et social. Dans ce domaine, l'ONU est si déconsidérée que dans la controverse sur la nomination de **Paul Wolfowitz** à la **Banque mondiale**, personne n'a noté que cet organisme était techniquement un organe onusien qui devrait coopérer avec les autres institutions.

Aujourd'hui, le monde fait face à un débat qui oppose deux conceptions de la gouvernance mondiale. Annan veut un renforcement de la collégialité à l'ONU quand les néo-conservateurs veulent une suprématie états-unienne mondiale. C'est pour cela qu'ils utilisent la presse pour diffamer le secrétaire général de l'ONU. La nomination de Bolton comme ambassadeur à l'ONU entre aussi dans cette stratégie de sabotage.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meysan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .